

La santé est aussi un enjeu de compétitivité !



Article rédigé par *Francis Jubert*, le 16 mars 2012

On l'a vu, la France est malade de sa Santé : l'Assurance-maladie cherche sans les trouver les moyens de son financement ; le patient attend toujours le dossier personnel qu'on lui a fait miroiter se satisfaisant faute de mieux d'une carte vitale vierge de données médicales personnelles pertinentes ; les circuits du médicament sont souvent pris en défaut (Mediator) ; les « 35 heures », appliquées l'hôpital, ont été un facteur de désorganisation tel qu'il a fallu faire appel à du personnel étranger (infirmières espagnoles) pour assurer un minimum de continuité des soins. [L'heure, avons-nous dit, est à la Refondation](#). Personne ne conteste que nous ayons besoin d'une politique ambitieuse de santé publique et que nous devions impérativement changer de paradigme pour que le système ne périclite pas.

Encore faut-il le vouloir et que l'on s'en donne les moyens, les industries de santé comptant au nombre de ces moyens. En effet, la santé ce n'est pas seulement le bien-être, le « cure » autant que le « care », c'est aussi « une filière stratégique pour la France » comme le rappelait le vice-président du comité stratégique de filière des industries et technologies de santé, Marc de Garidel, une filière au service de la santé des Français, qui plus est « un secteur innovant à fort potentiel de croissance, ajoutait-il, dont le poids économique et l'implantation dans tous les territoires sont un atout majeur » [1]. En publiant ce jour [leur livre blanc 2012](#), résultat d'une démarche initiée lors des Etats généraux de l'industrie, le G5 santé [2], porte-voix des industries de santé françaises, ouvre une voie qui mériterait d'être prise en considération par les candidats à la présidentielle.

Dans un monde idéal, si des considérations idéologiques ne venaient pas fausser les débats, tous, à droite comme à gauche devraient partager ses cinq ambitions :

- « *Faire reconnaître l'apport des industries des sciences de la vie en tant qu'acteur essentiel de la santé publique en France ;*
- *contribuer au rétablissement de la compétitivité de la France dans le domaine des biens de santé, avec une politique industrielle ambitieuse ;*
- *poursuivre un engagement fort au service de l'excellence de la recherche biomédicale française et la compétitivité de la France en vérité fasse à une concurrence internationale intense ;*
- *développer l'accès des patients aux solutions de santé, grâce une vision renouvelée des politiques d'évaluation, d'accès au marché et de régulation ;*
- *soutenir le secteur des biotechnologies de nouvelles technologies, ainsi que toutes nouvelles innovations dans la prise en charge du malade et de sa maladie. »*

L'enjeu devrait être clair pour tout le monde : la France dispose des compétences, d'une recherche performante, d'une médecine de pointe, d'une base industrielle solide. Pour tout dire, d'atouts qui devraient permettre à la filière Santé de se développer pour autant qu'elle sache mobiliser ses champions nationaux, qu'elle se structure davantage, que l'innovation tant en matière médicale que technologique trouve sa « juste rémunération » et surtout, alors que se développe la télémédecine, que l'on ne néglige pas dans le cursus de formation des futurs médecins un enseignement spécifique sur l'apport des technologies de l'information et la communication à la pratique médicale.

Ce livre blanc s'ouvre sur un constat : la santé des Français, qui représente « un bien précieux » à leurs yeux, s'améliore de façon constante. Il ne viendrait à l'idée de personne de reprocher à la collectivité de dépenser de l'argent pour rendre possible ces progrès qui sont le fruit de l'engagement collectif d'un système globalement performant, dans lequel les industries de santé ont toute leur part. À en croire une enquête

IPSOS de juillet 2011, ils seraient même prêts à soutenir cet effort à titre individuel : 50 % d'entre eux se déclarent favorables ou jugent nécessaire une hausse des cotisations sociales pour financer le système de santé.

La France en l'état actuel de ses finances est-elle à même de répondre aux demandes de solutions médicales croissantes des Français qui, naturellement, souhaitent pouvoir bénéficier des derniers progrès thérapeutique qui contribuent à l'amélioration de la qualité des soins, à la longévité en bonne santé et à la diminution des états pathologiques de nos concitoyens ? C'est la question que l'on doit légitimement se poser quand on observe les tendances démographiques, sanitaires et technologiques qui entraînent nos sociétés développées dans une hausse inéluctable de leurs dépenses de santé.

C'est à ces questions que le G5 santé souhaite apporter des réponses concrètes en forme de « convictions à partager » pour assurer la pérennité et développement de l'excellence française en matière de santé au profit de toute la collectivité :

Les 10 propositions du G5 santé en 2012

« Reconnaître l'utilité économique et sociétale de la filière de santé »

1 - restaurer une vision stratégique commune et un dialogue fructueux entre les pouvoirs publics et des industries de santé

2 - respecter l'innovation, tenir compte des logiques industrielles et mesurer la part des réformes sous industries de santé

3 - structurer une filière de santé pérenne pour réindustrialiser la France

4 - favoriser l'emploi et la formation aux métiers des industries de santé

Rénover la gouvernance de l'accès au marché des innovations

5 - refonder l'accès au marché et encourager l'innovation

6 - créer une instance interministérielle d'arbitrage

Développer une politique de recherche concertée

7 - préserver le crédit impôt recherche et développer des partenariats publics/privés

8 - permettre aux industries de santé de maintenir une R&D de haut niveau

Promouvoir la place de la France à l'international

9 - favoriser l'émergence de champions nationaux dispositifs médicaux et des solutions multitechnologiques

10 - soutenir le développement international des entreprises de santé au service d'une véritable diplomatie sanitaire »

Retrouvez tous les articles sur la santé dans notre dossier :



[1] Les Echos, 27-28 janvier 2012

[2] cercle de réflexion qui rassemble les principales entreprises françaises de la santé et des sciences du vivant (Sanofi, Ipsen, bioMérieux, Pierre Fabre, et le LFB), le G5 santé est le pilier de la recherche clinique française et le premier partenaire de la recherche publique en santé. À l'échelle mondiale, les entreprises membres du G5 santé réalisent un chiffre d'affaire globale cumulée de 35 milliards d'euros, soit 6,5 % du marché mondial, et investissent plus de 6 milliards d'euros en recherche-développement, soit plus de 8 % de la dépense mondiale